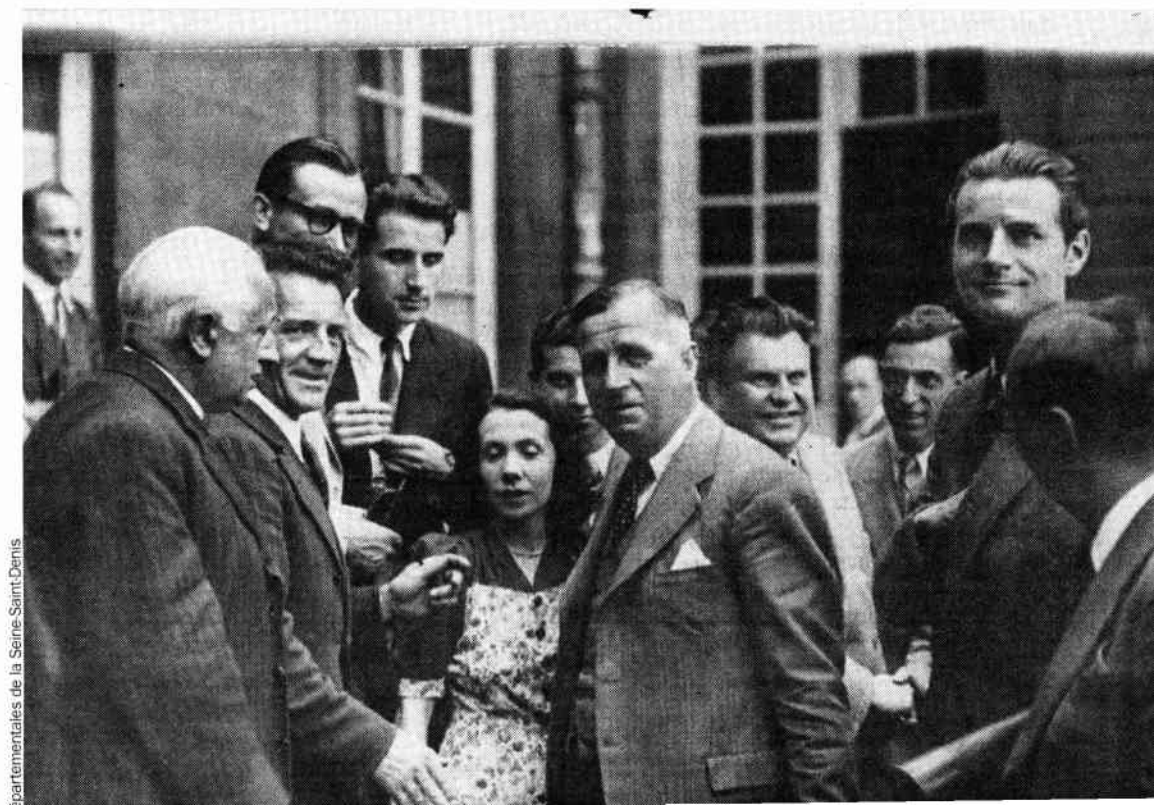


AMBROISE CROIZAT

« S'unir pour donner à la France d'autres espoirs ! »

Ministre du Travail de novembre 1945 à mai 1947, Ambroise Croizat bâtit la Sécurité sociale, les comités d'entreprise. Il sera à l'origine de la médecine du travail, des conventions collectives et de la généralisation de la retraite pour tous.

Avec 2011, nous entrons dans l'année Ambroise Croizat. 110^e anniversaire de sa naissance, 60^e de sa mort. 65^e anniversaire de la Sécurité sociale, dont il est le bâtisseur. Celui dont l'œuvre résonne aujourd'hui d'une modernité brûlante naît un 28 janvier 1901 comme un fils d'époque. Entre l'élect



Ambroise Croizat (au centre) à la sortie du Conseil des ministres, le 2 juillet 1946.

dans la peur de la maladie ou des souffrances de l'enfance ». Rappelons combien le rapport de forces de la Libération permit la naissance de celle que l'on va désormais appeler « la Sécu » : un Parti communiste à 29 % des voix, 5 millions d'adhérents à la CGT, une classe ouvrière grandie par sa lutte dans la Résistance.

Là ne s'arrête pas l'héritage de celui que l'on appelle le « ministre des travailleurs ». Il laisse au siècle ses plus belles conquêtes : la généralisation des retraites, des prestations familiales uniques au monde, les comités d'entreprise, la formation professionnelle, la médecine du travail, le statut des mineurs, celui des électriciens et gaziers (cosigné avec Marcel Paul), la prévention dans

la généralisation de la retraite pour tous.

Avec 2011, nous entrons dans l'année Ambroise Croizat. 110^e anniversaire de sa naissance, 60^e de sa mort, 65^e anniversaire de la Sécurité sociale, dont il est le bâtisseur. Celui dont l'œuvre résonne aujourd'hui d'une modernité brûlante naît un 28 janvier 1901 comme un fils d'usine. Entre l'éclat des fours de Savoie, son père, Antoine, est manoeuvre. Douze heures par jour pour huit sous de l'heure. À peine le prix du pain.

En cette aurore de siècle, dans la cité ouvrière de Notre-Dame-de-Briançon, on vit la misère qui court les pages de *Germinal*. Pas de protection sociale, pas de congés, pas de retraite. Devant les coulées d'acier, l'accident de travail est quotidien. L'espoir, c'est le père d'Ambroise qui l'incarne.

Fondateur du premier syndicat CGT des Alpes, il lance, en 1906, la première grande grève. Dix jours de bras croisés pour la reconnaissance de la caisse de secours. Une grève pour le droit à la santé, tout simplement. Il l'obtient, mais de vieilles revanches l'invitent à s'embaucher ailleurs.

1907. Ugine. Autre grève, autre départ obligé vers la région lyonnaise. Ambroise prend le relais du père, qui part à la guerre. À treize ans, il est ajusteur. Derrière l'établi, les mots du père fécondent : « *Ne plie pas, petit. Le siècle s'ouvre pour toi.* » Ambroise adhère à la CGT puis à la SFIO.

À dix-sept ans, il anime les grèves de la métallurgie. Reste à faire le pas. Celui du Congrès de Tours, où il entre au PCF en 1920. « *Proche du peuple, on le voyait partout,* dit un



Mémoires d'Humanité/Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Ambroise dessine les premières moutures de ce qui allait devenir le droit à la santé. « Nous libérerons les Français des angoisses du lendemain ! »

témoin, devant les usines, au cœur d'une assemblée paysanne... » Antimilitarisme, anticolonialisme, les deux mots tissent les chemins du militant.

1927, il est secrétaire de la Fédération des métaux CGTU. La route à nouveau, « militant ambulant », un baluchon de *Vie ouvrière* à vendre pour tout salaire. Commence un long périple où il anime les grèves de Marseille, du Nord, les comités de chômeurs de Lille ou de Bordeaux. Sur le terreau de la crise germe le fascisme. « *S'unir, disait-il, pour donner à la France d'autres espoirs!* » Ces mots, il les laisse au cœur des luttes qui ouvrent l'ère du Front populaire.

En 1936, Ambroise est élu député de Paris du PCF. À l'Assemblée, il impose la loi sur les conventions collectives. Présent à Matignon aux

côtés de Benoît Frachon, il donne, aux accords du même nom, la couleur des congés payés et de la semaine des quarante heures. Mais la route s'ennuie. À Munich, le soleil de mai décline devant la capitulation face à Hitler.

1939. Arrêté le 7 octobre, il est incarcéré à la prison de la Santé. Il traverse 14 prisons françaises avant de vivre les horreurs du bagne d'Alger. Libéré en février 1943, il est nommé par la CGT à la commission consultative du gouvernement provisoire d'Alger autour du général de Gaulle. Là mûrissent les inventions sociales du Conseil national de la Résistance. La Sécurité sociale, bien sûr, dont le postulat colore le programme de mars 1944 : « *Nous, combattants de l'ombre, exigeons la mise en place d'un plan complet de sécurité sociale*

vivant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail avec gestion par les intéressés et l'État. »

À la tête d'une commission de résistants, Ambroise dessine les premières moutures de ce qui allait devenir le droit à la santé. « *Nous libérerons les Français des angoisses du lendemain!* » disait-il à Alger, le 14 janvier 1944.

C'est ce travail, mûri par deux années de réflexion, et l'aide des services de François Billoux, ministre de la Santé, qui vont aboutir à l'ordonnance d'octobre 1945 instituant la Sécurité sociale. Reste à bâtir l'idée. Le chantier commence en novembre 1945, quand Croizat est nommé au ministère du Travail. 138 caisses de Sécurité sociale sont édifiées en deux ans sous sa maîtrise d'œuvre par un peuple anonyme après le travail ou sur le temps des congés, « *pour en terminer* – selon ses mots – *avec l'indignité des vies*

celle que l'on va désormais appeler « la Sécu » : un Parti communiste à 29 % des voix, 5 millions d'adhérents à la CGT, une classe ouvrière grandie par sa lutte dans la Résistance.

Là ne s'arrête pas l'héritage de celui que l'on appelle le « ministre des travailleurs ». Il laisse au siècle ses plus belles conquêtes : la généralisation des retraites, des prestations familiales uniques au monde, les comités d'entreprise, la formation professionnelle, la médecine du travail, le statut des mineurs, celui des électriciens et gaziers (cosigné avec Marcel Paul), la prévention dans l'entreprise et la reconnaissance des maladies professionnelles, la caisse d'intempérie du bâtiment, etc.

En 1950, alors que la maladie le ronge, ses derniers mots à l'Assemblée nationale sont pour la Sécurité sociale : « *Jamais nous ne tolérerons que soit rogné un seul des avantages de la Sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie cette loi humaine et de progrès.* »

Un appel brûlant pour que la Sécurité sociale ne soit pas une coquille vide livrée au privé, mais demeure ce qu'il a toujours voulu qu'elle soit : un vrai lieu de solidarité, un rempart contre le rejet et l'exclusion. Ambroise Croizat meurt le 11 février 1951. Un million de personnes l'accompagnent au Père-Lachaise. Le peuple de France, « *celui qui l'avait aimé et à qui il avait donné le goût de la dignité* », écrivait Jean-Pierre Chabrol dans *l'Humanité*, le 18 février 1951.

MICHEL ETIÉVENT

Auteur des livres *Ambroise Croizat ou l'invention sociale* et *Marcel Paul, Ambroise Croizat, chemins croisés d'innovation sociale*. Commandes à l'ordre de Michel Etiévent, 520, avenue des Thermes, 73600 Salins-les-Thermes. Prix de chaque ouvrage : 25 euros + 5 euros de port (pour les deux : seulement 7 euros de port). Téléphone : 04 79 22 54 69.